

EN ÉGYPTE l'offensive du prolétariat s'amplifie

COMME nous l'avions fait remarquer il y a quinze jours dans notre précédent numéro, le prolétariat égyptien ne s'en tiendra pas à rayer tout simplement de l'histoire la monarchie du bord du Nil.

La classe ouvrière, qui avait donné tout son appui au coup d'état militaire pour le compte de la bourgeoisie, asphyxiée par les structures féodales de la monarchie, ne remettrait pas pour cela sa confiance au général Néguib.

Pressant que les réformes suggérées : 1° limiter la propriété foncière afin de réduire l'abîme qui sépare les riches des pauvres ; 2° améliorer le sort du paysan ; 3° promouvoir le développement industriel du pays, afin d'élever le niveau de vie ; 4° supprimer les impôts indirects qui frappent les pauvres, n'auraient que peu d'effet sur sa condition, mais allaient remettre tous les privilèges aux propriétaires des usines qui restaient les mêmes qu'après le coup d'état. Les travailleurs d'Alexandrie, donnant l'exemple, ont signifié au gouvernement, que le prolétariat était décidé à vouloir autre chose que des impôts sur les biens mobiliers et sur les revenus, seules décisions prises depuis la destitution du roi.

La grève et l'émeute qui s'ensuivit, sur le simple prétexte du renvoi de plusieurs ouvriers pour raison politique, des dix mille ouvriers de la plus grande filature du pays installée dans les faubourgs d'Alexandrie, en est le signe, ainsi que la marque de la volonté de la classe ouvrière de ne pas accepter comme le salut de la nation le « fait » Néguib.

Et nous serons loin de regretter la mise en feu de l'usine. Le terrorisme, dans certaine circonstance est le seul moyen de défense de la classe ouvrière.

La destruction de l'usine, dans le climat social actuel de l'Égypte, a une très grande signification.

Si en Europe, la condition de la classe ouvrière est telle qu'elle participe dans une partie, par son revenu social, au partage de la production et que sa situation dans les rapports sociaux peut lui permettre la prise en charge immédiate des moyens de production et qu'en conséquence, la destruction d'une usine se retournerait contre son intérêt, le prolétariat des pays « arriérés » n'a pas encore atteint ce stade. La signification de la destruction de l'usine d'Alexandrie est celle de la destruction d'un bagne où la production n'est pas au service de ceux qui y travaillent.

Malgré la violente réaction du gouvernement du général Néguib faisant tirer la troupe sur les émeutiers, et sa proclamation d'une répression sans merci contre la classe ouvrière, la guerre de classe ira en s'accroissant. La bourgeoisie égyptienne va profiter

pour le moment de la solidarité de la bourgeoisie internationale. Solidarité qui sauvera le nouveau régime, mais la nouvelle classe au pouvoir va se voir dans l'obligation, sous les coups de boutoir de la guerre de classe, de satisfaire dans l'immédiat aux revendications de la classe ouvrière : amélioration de sa condition de vie sur le plan économique, démocratie la plus large sur le plan politique.

N'importe comment et quels que soient les prochains événements, la marche du prolétariat d'Égypte, avant-garde des prolétariats arabes, vers son émancipation ne s'arrêtera plus. Les usines, sous le contrôle des ouvriers ne prendront plus feu, mais ce sera au tour du palais du gouvernement.

La révolution mondiale aura requis tous les facteurs de sa victoire.

R. L.

LA BULGARIE SOUS LE KNOUT Situation très aggravée

VOICI les nouvelles qui nous parviennent :

La préparation intensive de la guerre a exigé une réforme monétaire — la deuxième depuis 1947 — effectuée le 12 mai 1952. Cette réforme représente une véritable spoliation des masses travailleuses des villes et des campagnes. Toute l'épargne populaire a

été accaparée de cette façon. La nouvelle hausse des prix qui l'a suivie a permis au capitalisme d'État de voler, encore une fois la classe ouvrière et les paysans.

Un tel mécontentement règne dans la population que le gouvernement se voit, pour l'instant, impuissant à recourir aux répressions en masse.

LA BAISSÉ ? MENSONGE !

Il y a six mois, Pinay bloquait les salaires, prévenant ainsi les légitimes demandes d'augmentations qui s'amorçaient du côté ouvrier.

A cette époque, comme à toute époque, les réajustements de salaires des revendications précédentes se trouvaient à nouveau dépassés par la hausse des prix. Un nouvel effort revendicatif devenait nécessaire si l'on voulait garder aux salaires le même pouvoir d'achat.

Pour des raisons de soi-disant « équilibre budgétaire », de lutte contre l'inflation, de « stabilisation », Pinay et sa clique ont « convaincu » les dirigeants syndicaux et contraint les travailleurs à ne pas engager la lutte pour le moment. Il prétendait que cette fois-ci ce ne serait pas les salaires qui couraient après les prix, mais les prix qui, faisant demi-tour, rejoindraient les salaires là où ils les avaient laissés.

Aujourd'hui, bilan fait, s'il ne conteste pas l'échec de la baisse, Pinay se fait gorge chaude d'une stabilisation des prix, ce qui est faux lorsque l'on sait distinguer les moyens détournés qu'emploient les commerçants, d'alimentation en particulier, pour majorer les marchandises tout en respectant apparemment les barèmes officiels.

Aujourd'hui, les prix reprennent leur galop avec, grâce aux gouvernants, six mois d'avance sur les salaires.

L'équipe Pinay ne peut guère se vanter plus cyniquement des travailleurs de ce pays. Mieux ! Estimant que la ruse est encore valable, il prétend l'utiliser à nouveau.

Il remplacera simplement la « méthode de confiance » par celle du « durcissement ».

Nous, nous savons pertinemment bien que cela fera les frais de ce durcissement, tout comme nous le savons il y a six mois pour la contenance.

Pinay est un bluffeur. La baisse telle qu'il nous la laisse entendre ne peut pas se faire dans les conjonctures présentes. Pour se faire, il faudrait profondément modifier une partie des facteurs, cause de vie chère, et supprimer totalement les autres.

Il faudrait réduire dans une large mesure la fiscalité, et pour cela remettre dans le secteur de la production bon nombre de fonctionnaires inutiles et grassement payés. Il faudrait transformer profondément le système de la production et de la distribution. Supprimer les intermédiaires accapareurs et la moitié des commerçants en ôtant à l'autre moitié les possibilités de « spéculer ».

Ceci, serait pour nous les conditions « sine qua non » de la baisse telle que nous la promet Pinay. Et comme nous savons que ce dernier ne se reniera pas en prenant ces mesures, pour nous élémentaires, ses propos ne sont que des propos de bourgeois endormeurs auxquels nous opposerons un jour une baisse d'un autre genre.

L. BLANCHARD.

Une loi scélérate

EXCEPTION faite de « Combat » toute la presse par son silence s'est faite complice des 600 grévis du Palais-Bourbon qui, à l'unanimité, ont voté un texte législatif imposant le mariage aux enfants « naturels » et adultérins.

Aux termes de cette loi de ségrégation sociale l'enfant « naturel », reconnu par son père, mais d'abord par sa mère, portera exclusivement le nom de celle-ci. Or c'est toujours, ou presque toujours, la mère qui reconnaît d'abord son enfant. Il suffira donc au père d'être simplement absent au moment des couches pour que la raison même (raison monétaire) de la recherche en paternité soit pratiquement annihilée.

C'est le député Minjoz (S.F.I.O.) qui est l'auteur de cette loi très chrétienne assurément, c'est-à-dire barbare et intéressée. Car au fond il ne s'agit de rien d'autre que de sauvegarder l'héritage, sous prétexte, bien entendu, d'honneur et de morale. Et d'obtenir l'interdiction implicite de faire « œuvre de chair » en dehors du mariage. Interdiction qui ne s'applique qu'aux femmes puisque toute sanction (financière) et responsabilité juridique intéressant jusqu'ici l'homme sont pratiquement abolies. Maintenant le fils à papa et les pères très chrétiens pourront s'en donner à cœur joie : le « bâtard » ne viendra plus souiller l'honneur de la famille.

« L'Association internationale des enfants adultérins et naturels », par le canal de son président M. de Fontbrier, vient d'adresser une lettre de protestation à Vincent Auriol pour lui demander de ne pas promulguer cette loi « contraire aux principes de la Constitution ».

Et plus loin : « La promulgation de la loi du mariage serait la reconnaissance légale de la thèse abusive des associations familiales et confessionnelles qui prétendent que le nom patronymique d'un homme est sacré et ne doit être transmissible que dans la légitimité d'un premier mariage ».

Un enfant, qu'il soit « naturel » ou « légitime », est toujours un innocent. On va punir cet innocent comme on punira sa mère. Ces deux êtres ne seront certes déçus qu'aux yeux des imbéciles, des catolins et de toutes les crapules intéressées au retour à des mœurs moyenâgeuses, les députés, par exemple — des staliniens (qui ont voté cette loi) aux gaullistes. Mais dans une société encore soumise à des rites, des préjugés, des idées médiévales, dans une société qui sacralise l'acte biologique de la reproduction et le nom du père, une telle discrimination aura des conséquences très graves pour ceux qu'elle frappe : en premier lieu le « vertueux » et légal abandon des « filles-mères » qui chaque année se comptent par milliers, celui des

nier, aux directions syndicales et politiques qui se sont accaparées du mouvement. Une fois de plus, le prolétariat des casernes et des usines a été trahi.

Il suffit pour s'en convaincre de lire le discours de l'adipeux Spaak qui s'élève contre « un antimilitarisme bruyant et enfantin ».

Les gouvernements de droite et la guerre ne trouvent pas de meilleurs alliés et aides que dans la fange dorée du socialisme parlementaire.

Sur la demande du gouvernement cléricalo-fasciste de Belgique, les « six » européens, qui comprennent la Belgique, la Hollande, l'Italie, le Luxembourg, l'Allemagne Occidentale et la France se sont réunis.

La question primordiale qui était posée à l'ordre du jour, concernait l'augmentation du service militaire. Celui-ci devait être porté à deux ans.

Le général « Go Home » — alias Ridgway — avait, la veille, fait une déclaration à la presse, selon laquelle, il était favorable aux 24 mois. De bien mauvaises langues vous diront qu'il forçait la « main » aux « SIX ».

Aucun accord n'a pu être réalisé à cette conférence et c'est bien mieux ainsi. Le fasciste Van Houtte en est désappointé et le général Go Home en colbre, selon la déclaration qu'il fit à Francfort en reprenant l'avion pour Paris, ville occupée.

Félicitons-nous donc de ce désaccord qui est bien involontaire de la part des têtes de pipes qui siègent à Chailot autour du tapis vert de la préparation du futur massacre.

Félicitons-nous de la lutte du prolétariat et des soldats belges. Celles-ci, de par son ampleur, de par cette solidarité spontanée, qui s'est faite, n'est pas encourageante pour les gouvernements.

Le prolétariat, quoi qu'il puisse en penser les grands prophètes, n'est pas endormi. Ces sursauts en disent long, très long et ennuient énormément ses endormeurs attirés. Nous n'avons pas la naïveté de prendre éternellement les gouvernements pour des imbéciles. Cet accord qu'ils n'ont pu réaliser, certes en dehors des considérations bénignes que l'on livre en lecture à l'opinion publique, n'est-il pas le fait que le moral et l'ambiance pour la guerre fraîche et joyeuse sont

tombés à zéro. Que voulez-vous cette épidémie de fraternisation entre soldats et ouvriers est dangereuse, dangereuse pour les gouvernements, bien entendu. Face aux gouvernements qui, eux, et aucun, n'ont abandonné l'espoir de prolonger la durée du service militaire, nous devons, nous ouvriers révolutionnaires, accentuer la lutte contre celui-ci.

Les gouvernements vont étudier, peser, soupeser les nouveaux moyens propres à l'établissement des deux ans. Ils vont rechercher les méthodes appropriées pour préparer l'opinion publique à son acceptation.

Cette menace s'évanouira vite, si dès aujourd'hui chaque ouvrier se sent mobilisé pour ce combat contre la guerre, contre les deux ans.

Ce n'est pas de prêcher l'évangile du pacifisme béant — la Paix ne se mende pas, elle se conquiert — n'y d'inciter ou de glorifier le geste individuel, de l'objection de conscience. — Le peuple reste indifférent à ce geste — la paix exige un combat collectif contre les forces coalisées de la guerre.

Les mineurs du Borinage, les dockers d'Anvers, les manifestants de Bruxelles et d'ailleurs ont donné une grande leçon au prolétariat des autres pays.

Fraternité avec les soldats ! Voici le point central de la lutte contre les deux ans, pour la Paix.

Il faut que le soldat, embrigadé de force, ressente à tout moment la solidarité ouvrière effective.

Aide et assistance à l'ami, au frère, au copain, au camarade de bureau, de chantier, de l'atelier qui est sous les drapeaux.

Il faut recréer au sein du syndicat cet esprit de solidarité — le Sou du Soldat.

A aucun moment, le soldat enfermé dans la caserne ne doit se sentir seul. Sa confiance envers les ouvriers sera fortifiée en pensant que de l'autre côté du mur des camarades l'attendent, le soutiennent, le réconfortent et qu'il peut compter sur eux.

Contre les deux ans ! Contre la guerre !

Unissons nos actions ! Fraternisons avec les soldats et les gouvernements capituleront !

Robert JOULIN.

“FRANC-TIREUR” aura-t-il le courage de dévoiler enfin sa véritable qualité ?

DEPUIS plusieurs mois nous dénonçons *Franc-Tireur* comme journal vendu et au service de l'impérialisme américain.

Il a pu sembler incompréhensible que d'un seul coup nous condamnions la conduite et l'attitude de ce journal qui s'était longtemps maintenu dans une honnêteté rare dans le journalisme et fait l'avocat de la cause du prolétariat. Son directeur G. Altman avait participé à plusieurs meetings organisés par notre organisation. Et longtemps, la passion, l'émotion qu'on ressentait chez lui pendant ses dis-

cours pour défendre notre cause, la cause du socialisme vrai, nous a interdits de croire à sa trahison, à sa démagogie, à la trahison de son journal et de son équipe.

Il a fallu l'affaire des manifestations staliniennes contre Ridgway, la presse anticommuniste dénonça, accusa, appela à la répression de l'État pour que nous apparût clairement l'ignominie de *Franc-Tireur*. Rétrogradant l'Aurore et le Figaro, il tenta la division — pour l'écraser — de la classe ouvrière en se faisant le propagateur de la constitution d'une centrale syndicale au service de l'ennemi de classe.

La violence avec laquelle nous réagissions trouvait sa raison dans le rôle que jouait ce journal auprès d'une partie importante de la classe ouvrière. L'attachement de ces travailleurs à *Franc-Tireur* nous imposait le devoir de les mettre en garde.

Depuis, il y a peu de jours, l'équipe de G. Altman, abandonnant la défense, prit la place du procureur pour protéger les intérêts du camp réactionnaire.

La rébellion des soldats belges contre les deux ans et les grèves de solidarité des travailleurs furent à peine

René LUSTRE.

(Suite page 2, col. 3.)

LECTEURS, Attention !

Le prochain numéro du « Libértaire » paraîtra le jeudi 4 septembre.

Jusqu'au 30 septembre « Le Libértaire » ne paraîtra que tous les 15 jours.

Souscrivez des abonnements de vacances. Votre journal vous parviendra ainsi régulièrement à l'adresse que vous nous indiquerez.

1 mois 40 fr.
2 mois 80 fr.
C.C.P. Lustre René, 145, quai de Valmy, Paris (10^e). 8032-34.

Quand les bourgeoisies proche-orientales sympathisent avec les industriels et les militaires allemands



Hussein Makki, président de la commission nationale des pétroles iranienne, annonce que son gouvernement a conclu un accord avec la firme allemande « Budurus-R.K.S. ». Hussein Makki a déclaré que l'Iran éprouvait « toujours une grande sympathie pour l'Allemagne » et espérait que ce pays « regagnera bientôt la place à laquelle il a droit parmi les nations ».

Naturellement cette sympathie des dirigeants iraniens s'adresse moins aux travailleurs qu'aux hommes d'affaires et politiciens allemands. Ce sentiment d'affection pour la bourgeoisie réactionnaire allemande est d'ailleurs partagé par tous les exploités des pays du Proche-Orient.

La présence, par exemple, en Égypte, du général Fahmbacher, du capitaine de vaisseau baron Theodor von Bechtolsheim, du capitaine de corvette Sprecher, de l'expert des mines Erich Marthold, du général Münzel, des officiers des SS Voss et Tiefenbacher, du baron von Hirdler (représentant des canons Bofors en Égypte) et de quelque 500 autres techniciens, tous sympathisants ou amis du général Néguib, n'est pas tout à fait étrangère à l'orientation fasciste du gouvernement d'Al Mahier et à la répression contre les travailleurs qui s'exerce à l'heure actuelle.

Une « certaine » Allemagne s'efforce de faire la relève d'une « certaine » France et d'une « certaine » Angleterre. Cela ne changera rien au sort des fellahs.

Ça promet

A la suite d'un entretien avec Charles Kersten, membre du Congrès, qui préconise une action américaine pour permettre aux pays du rideau de fer de se libérer, le général Eisenhower a publié un bref communiqué définissant ses vues à ce sujet.

« Un véritable programme de paix, déclare Eisenhower, doit prévoir parmi ses objectifs le rétablissement, en faveur des nations captives d'Europe, du droit de fixer librement et honnêtement leur forme de gouvernement et leur destin. Le même droit doit être restitué aux nations captives d'Asie ».

James Hagerly, secrétaire d'Eisenhower, chargé des relations avec la presse, a déclaré que selon le général « les États-Unis doivent donner aux peuples du rideau de fer l'assurance d'être libres un jour ».

Il n'est pas dit si ce jour-là on demanderait l'avis des peuples du rideau de fer et celui du peuple américain... évidemment !

Les Français ont les dents trop longues

D'après le Washington Post, les difficultés économiques de la France entraîneront inévitablement un ralentissement du réarmement occidental. « Mieux vaut un réarmement ralenti avec une relative stabilité économique en Europe que beaucoup d'armes maintenant et une crise économique à venir... Quant aux Français, ils ont eu les dents trop longues, et le State Department a bien fait de considérer les demandes françaises d'un œil critique. »

Comme on peut s'en rendre compte le Washington Post a plutôt la dent dure. Seulement, ce qu'il omet de dire c'est que ces Français en question se trouvent au Gouvernement et dans le haut patronat. Il suffirait cependant, pour les journalistes du Washington Post, d'assister à une séance de la Commission supérieure des Conventions collectives pour s'en convaincre et s'assurer que les représentants des syndicats des travailleurs ont plutôt les dents trop petites...

BATAILLE DE L'ENSEIGNEMENT

La motion d'orientation présentée par "L'ECOLE EMANCIPÉE" au Congrès du Syndicat National des Instituteurs

Le gouvernement Pinay marque l'avènement d'une phase nouvelle dans les rapports de force du capital et du travail. Depuis 1944, d'abord par le tripartisme, ensuite sans le parti communiste, enfin sans le parti socialiste, la bourgeoisie française n'a pas cessé de tendre à reconquérir ses positions politiques, économiques et sociales largement ébranlées par la guerre, l'occupation et les compromis qu'elle a dû consentir dans la résistance. Cette phase semble aujourd'hui terminée et le capitalisme français qui a refait son front de classe, lié par ses obligations internationales, en proie à ses contradictions internes et peu soucieux d'y faire face à ses dépens, entreprend de passer de la politique de défense à la politique d'agression contre les classes travailleuses dans le double but :

1. De leur faire supporter le poids d'une préparation intensive à la guerre selon les vœux et les ordres de l'impérialisme américain ;

2. De maintenir le taux global et sans cesse accru des marges bénéficiaires des producteurs français.

C'est cette double visée qui s'inscrit dans l'ensemble des mesures draconiennes présentées au public sous le nom de « défense du franc ».

Ces considérations permettent d'affirmer :

1. Que l'être des conquêtes relativement faciles et de satisfaction des revendications est close pour un temps indéterminé ;

2. Que la lutte des classes doit entrer dans une phase d'apogée encore jamais vue depuis la libération ;

3. Que cette lutte sera rendue difficile par les tendances à un repliement corporatiste et par les divisions syndicales.

C'est dans cette perspective que doit s'engager, dans les mois qui viennent, l'action du S.N.I. ; la lutte pour la revalorisation de la fonction publique, la laïcité et la paix. Aucun programme d'action ne peut être valablement établi s'il ne tient compte de cette situation objective.

LE SENS DE LA LUTTE

L'ORIENTATION et le sens que nous devons donner à notre lutte nous semblent clairement découler de l'examen des faits. Plus que jamais, nous devons rigoureusement nous opposer :

— à toute orientation inspirée par un corporatisme étroit ;

— à toute mesure tendant à maintenir ou développer l'esprit de catégorie ;

— à toute revendication tendant à opposer les catégories ;

— plus généralement à toute revendication susceptible d'opposer le S.N.I. à l'ensemble de la fonction publique.

Parallèlement il importe d'obtenir de notre syndicat, d'une part, de la F.E.N., de l'autre, le renoncement au verbiage sur l'unité pour passer à une action positive ; ce qui implique :

a) La mise au courant constante des syndicats de l'état de ces pourparlers ;

b) La dénonciation des obstacles rendant la mise en œuvre de la fonction publique et de l'industrie privée ;

c) La mise au courant constante des syndicats de l'état de ces pourparlers ;

d) La dénonciation des obstacles rendant la mise en œuvre de la fonction publique et de l'industrie privée ;

e) L'organisation d'une large campagne d'agitation et d'unité à la base. Condition indispensable de la préparation à l'unité syndicale.

LE CONTENU DE LA LUTTE SYNDICALE

L'UNITÉ d'action n'a de sens que sur la base d'un programme clair et précis. Ce programme existe et nous n'avons pas le mérite de l'inventer. Avec l'ensemble des travailleurs, nous devons réclamer :

1. L'établissement d'un nouveau salaire minimum garanti par convocation de la Commission supérieure des conventions collectives ;

2. L'établissement d'une véritable échelle mobile ;

3. La suppression des zones de salaires ;

4. La baisse réelle des prix par l'aligement du budget de la guerre et la diminution des profits capitalistes ;

5. La défense du droit au travail, du droit de grève et des libertés syndicales ;

6. La défense de la Sécurité sociale.

Avec les travailleurs de la Fonction publique, nous réclameons, en outre :

1. La parité des fonctionnaires avec les travailleurs des secteurs privé et nationalisé ;

2. L'application de l'article 32 du statut de la fonction publique ;

3. La revalorisation des traitements ;

4. Le retour aux limites d'âge normales de la retraite ;

5. Ce qui implique une action énergique au sein même du S.N.I. et dans toutes les sections, contre tous les instituteurs et institutrices qui ne cessent pas leurs fonctions à 55 ans.

Enfin, nous pensons que ce programme ne peut être valablement défendu que si, pour notre part, nous démontrons :

1. Que les instituteurs communistes ne sont plus seulement un danger, mais la cause première de tout échec ;

2. Que la lutte pour ces revendications est inséparable de la lutte contre les préjugés de guerre et la poursuite des guerres coloniales ;

3. Que la lutte revendicative doit être offensive, coordonnée et unitaire.

En un mot, toute propagande doit viser, contre les conditions objectives défavorables, à rendre plus claire, plus lucide, plus consciente d'elle-même la classe des travailleurs. Il faut saisir toutes les occasions pour rappeler aux travailleurs la nécessité de leur opposition radicale à la bourgeoisie capitaliste et à l'Etat qui l'incarne.

LA LAÏCITE

La défense de l'école laïque est plus que jamais à l'ordre du jour. Les résultats du congrès du M.R.P. à Bordeaux ne peuvent que nous inciter à une vigilance accrue. Là encore, un large front unique de toutes les organisations se réclamant de l'école laïque s'impose. L'abrogation des lois Marié-Baragel, la laïcisation totale de l'enseignement, y compris l'Alsace, la Moselle et les colonies, ne seront obtenues que par une action tenace et collective, non limitée aux seules forces spécifiquement laïques. C'est dire que l'école laïque sera soutenue par les diverses fractions du prolétariat organisé et par des organisations de masse, genre Fédération des parents d'élèves.

LA GUERRE ET LA PAIX

La lutte contre la guerre ne saurait être dissociée de la lutte proprement revendicative, dans la mesure où les obligations internationales résultant de l'intégration de la France au bloc américain, constituent un facteur déterminant dans l'échec des revendications.

Plus que jamais, nous sommes convaincus de la justesse du mot d'ordre que nous avons été les premiers à lancer : « Les blocs, c'est la guerre. » Plus que jamais, nous croyons que l'absence de la conscience passe par la lutte contre les deux blocs. Il n'y a que par une chance de paix, si minime soit-elle, que s'agit l'action autonome du prolétariat international, car seul le prolétariat constitue une force positive, susceptible de faire reculer les impérialismes rivaux.

En fait, la lutte contre la guerre, on rend possible la victoire sur le plan revendicatif ; en emportant la victoire sur ce dernier plan, on diminue les risques de guerre. Là aussi s'impose donc une action de classe débarrassée de toute illusion.

SUR ce plan, nous devons lutter :

— Contre toute propagande tendant à obscurcir le sens révolutionnaire de la lutte contre la guerre ;

— Contre la propagande américaine qui voit la paix dans le pacte atlantique, l'armée européenne, la coalition des bourgeoisies nationales fondée sur le slogan : « Etre fort, c'est faire reculer l'agression soviétique » ;

— Contre la propagande stalinienne et celle des « combattants de la paix » qui présentent « l'union des classes » dans la lutte pour la paix et amènent à fraterniser le bourgeois et le prolétaire pour les intégrer aux défenseurs du bloc oriental.

— Contre toutes forces d'oppression politique et religieuse.

En ce sens, nous devons dénoncer impitoyablement tous les mots d'ordre impliquant la moindre confiance dans les organisations comme l'O.N.U. ou dans les tractations entre gouvernements impérialistes, comme pactes d'alliance ou de paix entre grands.

D'ORES et déjà, nous devons appeler :

— Les budgets de guerre massifs ;

— L'augmentation des effectifs militaires ;

— Les bases militaires étrangères sur le territoire français ;

— Les diminutions des crédits civils en particulier des crédits affectés à la reconstruction et à l'éducation nationale ;

— La suppression des sursis, pour les étudiants ;

— La propagande en faveur de l'armée dans les écoles ;

“FRANC-TIREUR”

(Suite de la première page)

cités dans les colonnes de Franc-Tireur.

Cette manifestation qui fut spontanée et dans laquelle l'émotion grise du comité de rédaction : Tréno, ne trouva pas la main de Moscou, le gène sur les entournures. Il lui était difficile, ne pouvant justifier son attitude réactionnaire par une dénonciation du caractère stalinien de cette protestation ouvrière, de lui donner la place et les commentaires qu'elle méritait. Il préféra se taire. Il détourna l'attention de son public par la relation du bel assassinat d'un diplomate étranger. Seules les déclarations du parti socialiste belge, demandant aux travailleurs de manifester dans le calme, et celle des femmes socialistes faisant don de leur personne à l'armée, afin de réduire le temps du service des hommes, furent reproduites. C'est que la « coalition atlantique », comme il dit, était en danger.

Mais la grève des chemins de fer italiens, dont le syndicat le plus important et le plus actif est stalinien, lui donna une nouvelle occasion de

— L'occupation ouverte ou cachée des pays de l'Europe occidentale, centrale ou orientale par les troupes U.S.A. ou de l'U.R.S.S.

La récente initiative soviétique porte au premier plan des préoccupations internationales le problème allemand. Sur ce point précis, nous devons :

— Réclamer la prise en considération des propositions soviétiques, dans la mesure où elles contiennent des points positifs, en vue de signer un traité de paix avec l'Allemagne et lui rendre sa souveraineté ;

— Refuser la prise en considération du problème du réarmement allemand. Nous proclamons notre hostilité fondamentale à tout armement, réarmement ou surarmement, en quelque pays que soit, mais affirmons qu'en ce qui concerne le problème spécial du réarmement allemand, sa solution relève du seul prolétariat allemand qui, en s'opposant à son propre réarmement, trouverait en nous un appui sans réserve.

SUR le plan colonial, nous réclameons :

— L'arrêt de la guerre au Vietnam ;

— La fin des répressions policières en Tunisie.

Nous réaffirmons le droit inconditionnel des peuples à disposer d'eux-mêmes.

— Une manière générale, la politique internationale actuelle découle des pactes de Yalta, Potsdam, etc. Il s'agit donc de simples trêves entre puissances antagonistes. Ces trêves ne doivent pas faire illusion. La paix réelle ne peut être que la conséquence de la suppression de l'exploitation du travail et de la domination de classe. Mais le prolétariat peut utiliser ces trêves pour développer son propre combat contre le capitalisme et la guerre. Il ne pourra le faire que par sa volonté unanime et de combat. Irréductiblement liées, la lutte pour le succès des revendications et la lutte contre la guerre, constituent le seul et dernier espoir d'un monde livré à l'incohérence des impérialismes, à la servitude, à la misère et à la mort.

Che les autres

Les tiraillements de “FRANC-TIREUR”

Mardi 12 août 1952, n° 2.500, FRANC-TIREUR titre en première page, sur le Problème de la durée du service militaire :

RIDGWAY SE PRONONCE EN FAVEUR DES 2 ANS

Mais ce n'est qu'une opinion

Les commentaires de la feuille américaine sont les suivants :

De son côté, le général Ridgway, au cours d'une conférence de presse, a fait hier allusion à ce problème. Il s'est déclaré favorable au service de deux ans « en raison du nombre et de la complexité des armes modernes, qui exigent la spécialisation ».

Cependant, cette opinion, pas plus que celle qui pourrait être admise par les experts du Palais de Chaillot, ne saurait obliger le gouvernement à modifier pour l'instant le régime du service.

Pitriette ? Bouffonnerie ? Non ! Paillassé est mort à FRANC-TIREUR.

“FRANC-TIREUR” aux pieds de son maître

Qu'en pense le pro-américain FRANC-TIREUR ?

Voici ce que nous avons trouvé, égaré volontairement, en dernière page du n° 2.500, 14-15-8-1952, au bas de la première colonne, à la fin de l'article sur La réduction du service militaire en Belgique :

Déjà le général Ridgway, tout en se refusant à commenter la décision de Bruxelles, a renouvelé hier sa recommandation de la veille, insistant fortement en faveur de la nécessité des deux ans.

FRANC-TIREUR n'a pas d'opinion sur les opinions de l'envoyé spécial Ridgway, — de son patron, les U.S.A.

Le chien est toujours fidèle à son maître.

“L'HUMANITÉ-DIMANCHE” pythonisse

Nous relevons dans L'HUMANITÉ-DIMANCHE, édition de province, datée du 10-8-52, n° 202, les relations sur le succès de la grève générale contre les deux ans en Belgique. Les voici, textuelles :

A BAS LES DEUX ANS

HIER, GREVE GENERALE EN BELGIQUE contre les deux ans

Grève générale en Belgique hier. Manifestations dans toutes les villes. Dans une unité absolue, la population a quitté le travail pour soutenir l'action des soldats contre les deux ans, pour imposer leur retour au foyer. Le 25 juillet dernier, 10.000 soldats belges achevaient leurs dix-huit mois de service militaire. Six mois de plus que ne le prévoit la loi, lorsqu'ils avaient commencé leur temps. C'était un jour attendu avec toute l'impudence que l'on imagine dans les casernes de Belgique et dans celles d'Allemagne occidentale, où de nombreuses unités sont cantonnées.

Que trouvez-vous à redire sur ce texte ? Rien !

Faisons simplement remarquer que l'édition de province de L'HUMANITÉ-DIMANCHE est sortie des presses de l'imprimerie du Louvre (S.N.E.P.), le JEUDI 7 AOUT, la grève générale s'est déroulée le SAMEDI 9 AOUT.

Nul besoin d'ajouter d'autre commentaire. L'honnêteté journalistique n'est pas une qualité stalinienne. R. J.

MANOEUVRE PSYCHOLOGIQUE MADE IN U. S. A.

Nous avons appris par la presse locale et autre que notre ville était choisie, comme ville témoin pour la déclaration universelle des droits de l'homme.

De là pour l'homme de la rue à croire que nous allons bénéficier de tous les avantages que devrait comporter cette déclaration, il n'y a qu'un pas et de l'espoir.

Nous regrettons, mais nous sommes nombreux à ne pas nous laisser prendre à ce piège astucieux et à ne plus croire au Père Noël serait-il l'O.N.U.

En effet, Grenoble à l'avantage pour ces messieurs de grouper tous les militaires : ville industrielle en plein essor, ville touristique, ville universitaire et étudiante groupant un fort milieu d'intellectuels. Tout cela concorde à trouver réunis en cette seule ville, tous les genres d'individus qui ailleurs sont plus ou moins concentrés en catégories déterminées (ville strictement bourgeoise ou ouvrière) ; de plus la faible population 130.000 habitants rend possible tous les sondages nécessaires à l'opération définie en trois temps :

1° On détermine l'opinion actuelle par étude économique et sociale, par prise de contact avec les différentes catégories de gens, tout est soigneusement enregistré, classé par des techniciens compétents.

2° On asperge les gens de propagande soignée orchestrée sur la déclaration universelle des droits de l'homme par tous les moyens : journaux, conférences, fêtes, radio, etc. L'on fait jouer leurs fibres sentimentales, on les endort de paroles, de mots ronflants ne voulant rien dire, on cherche à leur faire oublier les tristes réalités, on leur donne une illusoire sensation de progrès pour l'humanité, de conquête pour l'homme, afin de se faire pardonner les atrocités commises ou à commettre.

3° Une fois cela fini on reprend le pouls de la population, on analyse les réactions, on établit de nouvelles statistiques, on juge des résultats qu'une telle propagande a pu susciter. Résultat : MM. les psychologues à la solde du capitalisme ont en main des éléments de valeur pour voir comment en cas de conflit ils pourront bernier les travailleurs de France et les entraîner inconsciemment dans leurs buts d'expansion impérialiste.

Mais il semblerait qu'ils n'ont pas compté avec la personnalité du Français et de la population grenobloise qui ne se laisse pas prendre à la supercherie.

Vraiment ils nous prennent pour des nouveau-nés. Nous ne tombons pas dans le piège de la propagande. Nous savons lire, entendre et voir.

Ce ne sont pas les discours qui nous empêchent de voir la réalité. Devant nous s'étalent les résultats du travail de ces maîtres chanteurs. La France, pays soldat civilisé, est en bonne place au classement du brigandage organisé et de l'asservissement de l'homme.

Au nom des droits de l'homme on tue, on emprisonne des hommes qui veulent seulement vivre libres et heureux.

Au nom des droits de l'homme on réduit des peuples à l'esclavage, on les entasse dans des taudis, on les laisse mourir de faim.

Au nom des droits de l'homme les grandes dames de la Croix-Rouge en quête sur les champs de carnage et de misère ne feront pas de rapports qui risqueraient de dénoncer leurs amants ou maris en tant que criminels.

Nous disons, nous libertaires et syndicalistes révolutionnaires que si les hommes ont des droits ce ne sont pas ceux que l'on nous montre. Avec nous en marche vers le communisme libertaire, ils sauront conquérir une vie heureuse dans la liberté.

Travailleurs prenez conscience de ce que l'on doit nous donner et sachez l'exiger. Marchons tous vers la révolution sociale pour la prise en gestion de la société par les travailleurs eux-mêmes.

GEORGES (correspondant.)

JEUNES... ALERTE!

L'armée transforme la forêt de Fontainebleau en terrain de manœuvres

Tous les campeurs connaissent la région dite des Trois-Pigeons dans la forêt de Fontainebleau, comprise entre Milly, Malesherbes, Larchant et Arbonne. Cette partie de la forêt est une des plus jolies. Chacun de ceux qui connaissent cette région ont à la mémoire les bivouacs et les randonnées mémorables. La nature sauvage avec ses rochers s'étend à perte de vue. C'est le paradis des randonneurs où nulle voiture ne peut accéder. C'est un coin d'air pur où beaucoup aimaient à se rendre pour se délasser du bruit et des tracas de la ville. Déjà, pendant l'occupation, l'armée allemande avait brûlé cette région, parce que soi-disant des armes étaient enterrées. Les S.S. sont partis, mais d'autres arrivent.

En effet, l'armée, cette armée européenne, transforme cette région en terrain de manœuvre pour chars d'assaut et autres engins blindés.

Les campeurs, et toute la jeunesse, amis de la nature, ne tolèrent pas une chose pareille. Il y a déjà assez de voir des camps de munitions et autres saloperies pousser comme des champignons vénéneux, sans avoir à entendre se répercuter dans la forêt le bruit des canons et des mitrailleurs.

Rien ne doit donc être négligé pour sauvegarder Fontainebleau. Car si l'on tolère que l'armée s'installe dans un coin de forêt, bientôt elle s'étendra sur toute son étendue et adieu les camps et les randonnées !

Déjà, la revue « Camping Plein Air » en a parlé dans son éditorial du numéro du mois d'août. Nous devons organiser la protestation à toutes les occasions de jeunesse. Rien ne doit être négligé pour préserver la forêt des amusements guerriers des fantoches en képis étroits. Si ces brutes veulent s'amuser à la petite guerre, qu'ils aillent exercer leurs sévices ailleurs.

Que la protestation s'amplifie. Toutes les organisations de jeunesse doivent prendre position contre l'armée.

Nous appelons tous les jeunes à se faire entendre, à crier leur indignation et à manifester au besoin sur les lieux.

C'est aussi un combat pour la paix. Nous devons montrer aux galonnés de tout poil que leur présence est indésirable, que leurs préparatifs de guerre, nous saurons les combattre.

Ajistes, Amis de la Nature, Eclaireurs, tous les jeunes se dresseront résolument, face aux criminels patentés, pour leur liberté et pour la paix !

GILBERT.

REUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

8° REGION — LYON-VAISE

Samedi 6 septembre, à 20 h. 30

Café Adrien, place de Valmy (salle au fond de la cour)

Jésus de Nazareth, mythe ou réalité historique ?

par R. FAURE, ex-séminariste et ex-professeur d'enseignement libre

REUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

8° REGION — LYON-VAISE

Samedi 6 septembre, à 20 h. 30

Café Adrien, place de Valmy (salle au fond de la cour)

Jésus de Nazareth, mythe ou réalité historique ?

par R. FAURE, ex-séminariste et ex-professeur d'enseignement libre

REUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

8° REGION — LYON-VAISE

Samedi 6 septembre, à 20 h. 30

Café Adrien, place de Valmy (salle au fond de la cour)

Jésus de Nazareth, mythe ou réalité historique ?

par R. FAURE, ex-séminariste et ex-professeur d'enseignement libre

REUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

8° REGION — LYON-VAISE

Samedi 6 septembre, à 20 h. 30

Café Adrien, place de Valmy (salle au fond de la cour)

Jésus de Nazareth, mythe ou réalité historique ?

par R. FAURE, ex-séminariste et ex-professeur d'enseignement libre

REUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

8° REGION — LYON-VAISE

Samedi 6 septembre, à 20 h. 30

Café Adrien, place de Valmy (salle au fond de la cour)

Jésus de Nazareth, mythe ou réalité historique ?

par R. FAURE, ex-séminariste et ex-professeur d'enseignement libre

REUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

8° REGION — LYON-VAISE

Samedi 6 septembre, à 20 h. 30

Café Adrien, place de Valmy (salle au fond de la cour)

Jésus de Nazareth, mythe ou réalité historique ?

par R. FAURE, ex-séminariste et ex-professeur d'enseignement libre

REUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

8° REGION — LYON-VAISE

Samedi 6 septembre, à 20 h. 30

Café Adrien, place de Valmy (salle au fond de la cour)

Jésus de Nazareth, mythe ou réalité historique ?

par R. FAURE, ex-séminariste et ex-professeur d'enseignement libre

REUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

8° REGION — LYON-VAISE

Samedi 6 septembre, à 20 h. 30

Café Adrien, place de Valmy (salle au fond de la cour)

Jésus de Nazareth, mythe ou réalité historique ?

par R. FAURE, ex-séminariste et ex-professeur d'enseignement libre

REUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

8° REGION — LYON-VAISE

Samedi 6 septembre, à 20 h. 30

Café Adrien, place de Valmy (salle au fond de la cour)

Jésus de Nazareth, mythe ou réalité historique ?

par R. FAURE, ex-séminariste et ex-professeur d'enseignement libre

REUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

8° REGION — LYON-VAISE

Samedi 6 septembre, à 20 h. 30

Café Adrien, place de Valmy (salle au fond de la cour)

Jésus de Nazareth, mythe ou réalité historique ?

par R. FAURE, ex-séminariste et ex-professeur d'enseignement libre

REUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

8° REGION — LYON-VAISE

Samedi 6 septembre, à 20 h. 30

Café Adrien, place de Valmy (salle au fond de la cour)

Jésus de Nazareth, mythe ou réalité historique ?

par R. FAURE, ex-séminariste et ex-professeur d'enseignement libre

REUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

8° REGION — LYON-VAISE

Samedi 6 septembre, à 20 h. 30

Café Adrien, place de Valmy (salle au fond de la cour)

Jésus de Nazareth, mythe ou réalité historique ?

par R. FAURE, ex-séminariste et ex-professeur d'enseignement libre

REUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

8° REGION — LYON-VAISE

Samedi 6 septembre, à 20 h. 30

Café Adrien, place de Valmy (salle au fond de la cour)

Jésus de Nazareth, mythe ou réalité historique ?

par R. FAURE, ex-séminariste et ex-professeur d'enseignement libre

REUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

8° REGION — LYON-VAISE

Samedi 6 septembre, à 20 h. 30

Café Adrien, place de Valmy (salle au fond de la cour)

Jésus de Nazareth, mythe ou réalité historique ?

par R. FAURE, ex-séminariste et ex-professeur d'enseignement libre

REUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

8° REGION — LYON-VAISE

Samedi 6 septembre, à 20 h. 30

Café Adrien, place de Valmy (salle au fond de la cour)

Jésus de Nazareth, mythe ou réalité historique ?

par R. FAURE, ex-séminariste et ex-professeur d'enseignement libre

REUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

8° REGION — LYON-VAISE

Samedi 6 septembre, à 20 h. 30

Café Adrien, place de Valmy (salle au fond de la cour)

Jésus de Nazareth, mythe ou réalité historique ?

par R. FAURE, ex-séminariste et ex-professeur d'enseignement libre

REUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

8° REGION — LYON-VAISE

Samedi 6 septembre, à 20 h. 30

Café Adrien, place de Valmy (salle au fond de la cour)

Jésus de Nazareth, mythe ou réalité historique ?

par R. FAURE, ex-séminariste et ex-professeur d'enseignement libre

REUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

8° REGION — LYON-VAISE

Samedi 6 septembre, à 20 h. 30

Café Adrien, place de Valmy (salle au fond de la cour)

Jésus de Nazareth, mythe ou réalité historique ?

par R. FAURE, ex-séminariste et ex-professeur d'enseignement libre

REUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

8° REGION — LYON-VAISE

Samedi 6 septembre, à 20 h. 30

Café Adrien, place de Valmy (salle au fond de la cour)

Jésus de Nazareth, mythe ou réalité historique ?

par R. FAURE, ex-séminariste et ex-professeur d'enseignement libre

REUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

8° REGION — LYON-VAISE

Samedi 6 septembre, à 20 h. 30

Café Adrien, place de Valmy (salle au fond de la cour)

Jésus de Nazareth, mythe ou réalité historique ?

par R. FAURE, ex-séminariste et ex-professeur d'enseignement libre

REUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

8° REGION — LYON-VAISE

Samedi 6 septembre, à 20 h. 30

Café Adrien, place de Valmy (salle au fond de la cour)

Jésus de Nazareth, mythe ou réalité historique ?

par R. FAURE, ex-séminariste et ex-professeur d'enseignement libre

REUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

8° REGION — LYON-VAISE

Samedi 6 septembre, à 20 h. 30

Café Adrien, place de Valmy (salle au fond de la cour)

Jésus de Nazareth, mythe ou réalité historique ?

par R. FAURE, ex-séminariste et ex-professeur d'enseignement libre

REUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

8° REGION — LYON-VAISE

Samedi 6 septembre, à 20 h. 30

Café Adrien, place de Valmy (salle au fond de la cour)

Jésus de Nazareth, mythe ou réalité historique ?

par R. FAURE, ex-séminariste et ex-professeur d'enseignement libre

REUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

8° REGION — LYON-VAISE

Samedi 6 septembre, à 20 h. 30

Café Adrien, place de Valmy (salle au fond de la cour)

Jésus de Nazareth, mythe ou réalité historique ?

par R. FAURE, ex-séminariste et ex-professeur d'enseignement libre

REUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

8° REGION — LYON-VAISE

Samedi 6 septembre, à 20 h. 30

Café Adrien, place de Valmy (salle au fond de la cour)

Jésus de Nazareth, mythe ou réalité historique ?

par R. FAURE, ex-séminariste et ex-professeur d'enseignement libre

REUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

8° REGION — LYON-VAISE

Samedi 6 septembre, à 20 h. 30

Café Adrien, place de Valmy (salle au fond de la cour)

Jésus de Nazareth, mythe ou réalité historique ?

par R. FAURE, ex-séminariste et ex-professeur d'enseignement libre

REUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

8° REGION — LYON-VAISE

Samedi 6 septembre, à 20 h. 30

Café Adrien, place de Valmy (salle au fond de la cour)

Jésus de Nazareth, mythe ou réalité historique ?

par R. FAURE, ex-séminariste et ex-professeur d'enseignement libre

REUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

8° REGION — LYON-VAISE

Samedi 6 septembre, à 20 h. 30

Café Adrien, place de Valmy (salle au fond de la cour)

Jésus de Nazareth, mythe ou réalité historique ?

par R. FAURE, ex-séminariste et ex-professeur d'enseignement libre

REUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

8° REGION — LYON-VAISE

Samedi 6 septembre, à 20 h. 30

Café Adrien, place de Valmy (salle au fond de la cour)

Jésus de Nazareth, mythe ou réalité historique ?

par R. FAURE, ex-séminariste et ex-professeur d'enseignement libre

REUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

8° REGION — LYON-VAISE

Samedi 6 septembre, à 20 h. 30

Café Adrien, place de Valmy (salle au fond de la cour)

Jésus de Nazareth, mythe ou réalité historique ?

par R. FAURE, ex-séminariste et ex-professeur d'enseignement libre

CULTURE & REVOLUTION

LA REVOLUTION ET LES SYNDICATS

V. - Le syndicat, organe de l'Etat capitaliste

par Benjamin PÉRET

LES syndicats ont atteint le terme de leur évolution indépendante, ils sont entrés, depuis 1914, dans une nouvelle période, celle de leur intégration à l'Etat capitaliste. Ils y tendaient depuis longtemps, mais il a fallu la guerre de 1914 et les services qu'ils ont rendus au capitalisme dans l'Union Sacrée pour que l'Etat leur accordât des places dans ses conseils. Il est vrai qu'ils démontraient ainsi leur pouvoir sur la classe ouvrière et devenaient, de ce fait, de précieux auxiliaires du capitalisme. Je remarquerai en outre que le premier pas décisif a été donné dans ce sens, en France, par Jouhaux, représentant des ouvriers allumettiers, travailleurs du plus vieux trust de l'Etat capitaliste français. Il est impossible de voir là un simple hasard.

Les nationalisations (le monopole des tabacs et allumettes n'est pas autre chose) donnent à la bureaucratie syndicale une perspective de durée, en tant qu'organisme particulier de la société capitaliste, perspective qui lui manque dans le seul exercice du syndicalisme. Elles, en font des instruments directs de l'Etat, au même titre que les juges ou les flics. Cette bureaucratie, d'abord cantonnée dans l'économie, d'où elle agissait sur l'Etat, est devenue un rouage de cet Etat qui contrôle toute l'économie. En France, ce contrôle est encore indirect dans bien des secteurs, mais l'économie et l'Etat ont déjà fusionné dans d'importants domaines (électricité, gaz, charbon, transports, etc.), si bien que le syndicalisme et l'Etat capitaliste tendent à se souder en un seul corps pour instituer comme en Russie, un capitalisme d'Etat auquel conduit automatiquement l'évolution du capitalisme en voie de dégénérescence.

Cependant, le capitalisme est loin d'être animé d'une pensée unique l'entraînant dans une seule direction. Par ailleurs, la dépendance relative de la France est tombée par rapport aux Etats-Unis, ce qui, la division du monde en deux blocs rivaux, d'autre part, ne pouvait pas manquer, en l'absence d'un puissant mouvement révolutionnaire, de se refléter dans le syndicalisme, dans la mesure où celui-ci est lié à l'Etat et, conjointement à lui, pèse de tout son poids sur la classe ouvrière. La division même du monde en deux blocs devait inévitablement amener, dans ces conditions, la division syndicale. Il y a lieu de remarquer que celle-ci s'est produite, après la guerre, au moment même où chaque bloc rassemblait ses forces pour se lancer dans la « guerre froide ». Tout ouvrier un tant soit peu averti sait aujourd'hui que la C.G.T. est une simple agence de la police russe dans la classe ouvrière française et représente les intérêts d'une bureaucratie syndicale (et politique) liée au capitalisme d'Etat et à l'ultra-larisme moscovite dont elle est l'ardente propagandiste. Le P.O. est l'instrument de Washington et de ses restes de capitalisme libéral, par le truchement des syndicats américains inféodés à leur Etat. Quant à la C.F.T.C., elle représente assez bien les tendances neutralistes d'une partie du capitalisme français qui craint la guerre et compte sur les prières du pape pour l'éviter.

Par ailleurs, on sait que les syndicats, théoriquement « apolitiques » sont devenus — C.G.T. en tête — de simples agences des partis politiques au sein de la classe ouvrière. Mais une politique qui n'a pas choisi le côté qui lui est ainsi imposée de l'ex-

lérier. En échange, le comité d'usine est appelé de par sa structure même à constituer une sorte de laboratoire où se constituera la politique de la révolution sociale, à la faveur de l'éveil de la classe ouvrière à la vie sociale et révolutionnaire, que ce comité d'usine favorise au maximum.

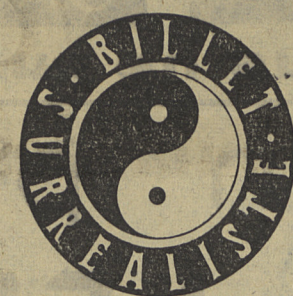
Il n'y a pas lieu de s'étonner si, dans ces conditions, les ouvriers désertent les syndicats liés aux diverses tendances du capitalisme sans pour cela se précipiter en foule dans ceux de la C.N.T., par exemple. Pourquoi auraient-ils plus confiance dans un syndicat que dans un autre ? Le fait que la C.N.T. soit dirigée par des travailleurs révolutionnaires honnêtes ne garantit à aucun degré qu'elle sera apte à remplir sa mission révolutionnaire le cas échéant, ni même qu'elle ne dégénérera pas comme les autres centrales syndicales, puisque c'est la structure même du syndicat, où les dirigeants échappent au contrôle des travailleurs, qui favorise cette dégénérescence. Certes, aucune organisation si parfaite et si bien adaptée qu'elle soit à son but révolutionnaire n'est assurée contre la dégénérescence. Il y a lieu toutefois d'opposer à celle-ci le maximum d'obstacles. Or le syndicat, au lieu d'opposer des obstacles à la dégénérescence la facilite de toutes les manières.

Le syndicat s'est donné pour objectif la défense des intérêts ouvriers dans le cadre de la société capitaliste. Dans le passé, il a largement rempli son rôle puisque, de 1890 à 1913, les grèves se soldaient — tant en période d'essor que de dépression économique — par un pourcentage de succès oscillant de 47,7 % en 1911-13 à 62,3 % dans la période la plus favorable, en 1905-1907. J'ignore le pourcentage des grèves victorieuses pendant les dernières années, mais il n'est certainement comparable en rien aux résultats obtenus à cette époque. Le serait-il d'ailleurs que le niveau de vie des travailleurs n'en serait nullement amélioré puisque les prix, dans leur hausse, précèdent toujours les salaires qui s'essouffent en vain à essayer de les rattrapper, si bien que la distance entre eux s'accroît sans cesse au lieu de se réduire. La conclusion qui s'impose est donc que la lutte revendicative est devenue vaine, la situation du capitalisme français étant si précaire qu'il ne peut plus consentir le moindre avantage aux travailleurs. Là, ce n'est plus la forme d'organisation qui est en cause car aucune autre, sur ce plan, ne pourrait mieux faire, mais le but poursuivi qui est inadéquat à l'époque présente et disproportionné aux sacrifices et aux efforts qu'il exige. La grève revendicative est, entièrement perdue, de même que le syndicat dont elle était l'objectif unique. Il s'ensuit que si l'Etat capitaliste est désormais incapable d'améliorer le sort de la classe ouvrière, cette dernière n'a plus d'autre ressource que de

le détruire. Mais ce n'est pas le syndicat qui pour remplir cette tâche revendicative dans le cadre du système capitaliste qu'il ne se propose nullement de briser. Seul, aujourd'hui, le comité d'usine est en condition de mener les travailleurs à l'assaut de la société car, cellule révolutionnaire maintenant, il constitue en même temps, dès sa création, la cellule sociale de demain.

La dégénérescence des syndicats est en outre caractérisée par l'introduction dans l'organisme économique qu'ils sont des divers courants politiques de l'économie et de la politique. A l'époque du Marx et Bakounine étaient d'abord, les syndicats qu'ils préconisaient étaient des organismes économiques élaborant leur politique. Ce n'est que plus tard, à la faveur de la division du mouvement ouvrier, que des syndicats, se limitant au seul plan économique, ont pu se constituer sous leur forme aujourd'hui traditionnelle. Ils étaient d'ailleurs à cette époque le seul moyen de rassembler la classe ouvrière pour mener la lutte revendicative qui, dans l'esprit des syndicalistes de cette époque, constituait implicitement ou explicitement la préface à la lutte politique. Cependant, cette division a toujours été plus apparente que réelle et profonde, puisqu'aux meilleures époques les syndicats, hormis les dirigeants, étaient animés d'un véritable esprit révolutionnaire. Or, la révolution constitue l'intervention politique suprême. La F. A. I. espagnole, par exemple, présentait, bien qu'elle s'en défendit, l'organisation politique de la C.N.T. Il était normal que dans une période de développement continu du capitalisme, le syndicat, situé sur le plan économique, eût la première place, mais il n'en va pas de même en période de crise. Pour en revenir à l'exemple de la F. A. I., si en période calme la F. A. I. rentrait dans l'ombre, tandis que la C.N.T. apparaissait au premier plan, en période révolutionnaire la F. A. I. dirigeait et il était normal qu'il en fût ainsi.

Cependant ce rapport entre F. A. I. et C.N.T. ne résulte pas de la vie même de la classe ouvrière, puisque la F. A. I. représente une minorité de la C.N.T. constituant une organisation organiquement extérieure à celle-ci et assumant en fait sa direction. La politique que la C.N.T. a faite de la F. A. I. mais la C.N.T. n'a pas été appelée à la terminer, à peine à l'accepter. Tout au contraire, il s'agit d'aboutir à une politique décidée directement par la classe ouvrière et il n'y a pas aujourd'hui d'autres assemblées capables de la déterminer que celles des travailleurs se réunissant sur les lieux mêmes de travail pour exprimer leur volonté et désigner les délégués qui auront pour mission d'appliquer les décisions prises.



Révolution indivisible

par François VALORBE

Si un esprit lucide jette un regard circulaire sur les sociétés actuelles, il est infiniment probable que de cet examen rapide il tirera une première conclusion : la primauté, dans l'ordre d'urgence, de la révolution sociale-économique. Et avec juste raison, puisque c'est dans ce domaine que l'injustice et l'absurdité des systèmes d'exploitation et d'oppression en vigueur sont le plus manifestement criantes.

Et cependant, un tel esprit, à s'en tenir là, n'apercevrait qu'un aspect partiel du problème révolutionnaire. Qui plus est, même si, tenant compte des aspects complémentaires de la Révolution dont le commun dénominateur s'appelle Liberté, il consentait pour des raisons de soi-disant opportunité à en voir l'avènement reculé à une époque ultérieure à la révolution économique-sociale, cet esprit s'égare-

rait de bonne foi dans une manière de penser des plus dangereuses. En effet, hormis un bouleversement général dans la morale, les idéaux, les institutions, les façons de penser et de sentir s'intégrant à la révolution sociale proprement dite, — bouleversement dont on peut dire qu'il devrait voir le jour avec celle-ci, car en fait il la précède sporadiquement, en marge de tout ce que la période pré-révolutionnaire reconnaît officiellement — ou aurait toutes les chances d'assister rapidement à l'avortement de cette révolution sociale et au retour en flèche d'une tyrannie pire que la précédente, masquée de nouveaux noms. On pourrait craindre un phénomène analogue à celui qui fit sombrer le marxisme-léninisme dans la contre-révolution stalinienne, le Komintern, d'organisation, d'expansion authentiquement révolutionnaire qu'il

était censé être, devenant vite un instrument politique servant les fins de plus en plus clairement impérialistes de l'U.R.S.S.

Pour s'affirmer sans retour la Révolution doit être totale. C'est-à-dire qu'elle doit viser à l'universalité terrestre en dehors de toute préoccupation politique et satisfaisante en même temps à toutes les aspirations profondes de chaque individu, aussi bien celles qu'il connaît que celles, inconscientes, que la science et l'art lui révèlent. A ce propos, il importe de constater que l'immense majorité des individus est empoisonnée, souvent à son insu, par les produits de décomposition des idéaux christiano-bourgeois (pour ne parler que de l'Occident). Le poison en question est bien entendu injecté à la multitude par la minorité qui le détiend et l'utilise pour maintenir son inique domination. Les conséquences pratiques de cet état de choses donnent force de loi à la négation éhontée du droit naturel tel que tout être sain peut le concevoir. Pour énumérer que quelques-unes des libertés primordiales, par exemple celle de refuser le port d'un uniforme avec les conséquences ignobles que cela comporte, celle d'exprimer en toute circonstance son horreur de tout servage religieux, celle de traiter sur le pied normal d'égalité quelques autres hommes sans considération d'éducation ou de race, celle d'aimer, celle de procréer ou de ne pas procréer, celle de manger à sa faim parmi l'abondance sans avoir d'argent, celle de s'abriter sans avoir de logis, quel est l'homme actuellement vivant qui puisse se vanter d'avoir toujours joui de toutes ces libertés ou seulement de certaines d'entre elles ?

D'autre part il est clair qu'à une époque où l'humanité prend de plus en plus nettement conscience de sa solidarité — les structures à abattre auront semé la décadence de leur déclin — en amenant une imbrication toujours plus étroite des diverses parties du globe — et où les premières manifestations mondiales se sont produites à la barbe des politiciens, la Révolution ne saurait se penser en termes de pays ou de continents, mais d'être à l'échelle mondiale. D'ailleurs il est à la base même de la pensée anarchiste qu'une fois les éléments non convertibles éliminés ou neutralisés, la totalité des hommes soit intégrée à la Société Libertaire. Il appartiendra à ses promoteurs d'éviter au départ la constitution d'éléments refoulés, qu'il s'agisse, dans une perspective horizontale, de peuples laissés à l'écart ou, dans une perspective verticale, d'aspirations frustrées chez l'ensemble des individus. La Révolution attendra ainsi ses deux bords essentiels : l'annexion de la vaine liberté par l'éclosion, enfin possible, des désirs latents de tous les hommes, et sa propre viabilité car les éléments refoulés se dresseraient tôt ou tard contre elle et s'ils qu'ils auraient pris conscience d'eux-mêmes. En d'autres termes, mieux s'affirmera la volonté d'universalité de la Révolution, plus celle-ci sera sûre de sa force. Il importe donc qu'elle soit conçue et préparée de telle sorte que ses différentes composantes prennent effet avec le maximum de simultanéité horizontale et verticale, sinon gare aux réactions en chaîne.

Ces considérations ne prétendent pas faire bon marché des efforts révolutionnaires partiels sous prétexte que tels, bien au contraire, — et à cet égard on pourrait comparer la Révolution Totale à l'arrivée d'une lame de fond sur un terrain sec et accidenté, mais souligner une tendance indispensable, croyons-nous, à l'efficacité de la démarche libertaire en période révolutionnaire.

CHACQUE MILITANT
CHACQUE
SYMPATHISANT
doit lire

ETUDES ANARCHISTES

Pour le Militant c'est l'outil indispensable pour sa propagande.
Pour le sympathisant c'est la revue de documentation, d'éducation.

Le numéro : 60 fr.; franco : 70 fr.; autres pays : 85 fr.

ABONNEMENT POUR 5 n°s
France : 300 fr. Autres pays : 400 fr.

ABONNEMENT POUR 10 n°s
France : 600 fr. Autres pays : 800 fr.

C.C.P. René LUSTRE, Paris 80.32-34

Critiques littéraires

JUIN 36

de Jacques DANOS et Marcel GIBELIN

CET ouvrage qui vient de paraître dans la collection « Masses et Militants » aux Editions Ouvrières, avec une préface d'Edouard Dolléans, aura sa place sur la planche à livres de tous les militants révolutionnaires.

Toute la période de Juin 36 est étudiée avec un sérieux, une objectivité, et le lecteur peut se fier à une mine de documentation de références.

Ces mêmes qui ont vécu Juin 36 retrouveront bien des aspects oubliés, apprendront aussi bien des faits qu'ils n'avaient pas observés dans le feu de la lutte. Ils seront émus, profondément, de revivre ce déferlement d'ouvriers de 36 et les espoirs qu'il portait.

Les auteurs remontent d'ailleurs à février 34 pour trouver la genèse des événements de 36 et conduisent leur analyse jusqu'aux abords de la guerre de 39.

C'est cette guerre justement qui empêche d'analyser avec quelque recul une période pleine d'enseignements, et qui fit un peu oublier son importance.

C'est chose faite enfin : voici sur Juin 36 les connaissances indispensables

bles et les conclusions qui s'imposent. Signalons cependant une faiblesse : l'analyse trop sommaire du phénomène fasciste à la façon marxiste. Jacques Danos et Marcel Gibelin nous montrent, par contre, comment on examine dans sa complexité une situation politique et ouvrière comme celle de 34-36 et ils ont su mesurer l'importance du facteur psychologique, moral, à l'intérieur des luttes ouvrières. Ils font remarquer combien peu de rapports ont eu le déclenchement et le caractère des premières grèves avec la victoire électorale du « Front Populaire », et grâce à leur travail sur les raisons psychologiques des occupations d'usine (page 152), il apparaît lumineusement que les ouvriers français de 36, à côté des revendications strictement matérielles, manifestaient par l'occupation des usines un « complexe d'évaluation de la conquête de leur conscience soudain réveillée de leur dignité d'hommes ».

Nos amis apprécieront aussi en lisant « Juin 36 » l'attitude des dirigeants syndicaux, socialistes et communistes, leur peur des forces populaires et leurs trahisons minutieusement décrites. Ils retrouveront avec émotion le cas de la grève suivie d'action gestionnaire le 4 juillet 36 de l'entreprise Delepaule-Havez de Marquendaeul (page 131).

Enfin ils verront que la classe ouvrière, même trahie, même déabusée, même en recul, retrouve, dans certaines conditions une combativité, des ressources d'imagination, d'audace et d'organisation presque incroyables.

Ils conclueront, avec les auteurs, que le prolétariat aux sursauts souvent imprévisibles reste « seul capable d'abattre ce vieux monde qui menace de nous écraser sous ses ruines ».

FONTENIS.



Sélection

Paris et sa banlieue sont désertés. Est-ce pour cette raison qu'une avalanche de navets s'est déferlée sur les salles. Remercions, cependant, certaines directions de salles de nous offrir quelques classiques que nous aimons bien.

NOTRE SELECTION

A nous la liberté.
Fanfan la Tulipe.
Entrée des Artistes.
Volpone.
La cage aux rossignols.
La femme du boulanger.
Le Schpoutz.

Allez revoir ces films; ils vous dissiperont la nostalgie des vacances impossibles.

CERARD.

AMI LECTEUR

Achetez toujours le « LIB » chez le même marchand

Noël BAYON écrit au LIBERTAIRE à propos de "MIRACLE CHEZ LES GUÉRISSEURS"

Noël Bayon, auteur de *Miracle chez les guérisseurs*, en réponse à la critique de notre collaborateur J. Lambert, parue dans notre dernier numéro, nous fait parvenir la mise au

point suivante que nous insérons bien volontiers (N.D.L.R.).

Palma de Majorque, 16-8-52.

Monsieur le Directeur,

Je serais mal venu à protester contre l'article que votre collaborateur, M. Jean Lambert, a bien voulu consacrer dans votre numéro du 7 courant à mon ouvrage *Miracle chez les guérisseurs* car il n'est guère que ma modestie qui puisse en souffrir. Je ne m'étonne non plus du courage et de la sincérité qu'il exprime car un journal qui s'honore d'avoir publié la signature d'André Collomer ne peut s'accommoder des piquettes et des abus de confiance dont certains presse est familière. Aussi je voudrais que vous voyiez dans cette lettre avant

Si ce journal te plaît
DIFFUSE-LE!

REDACTION-ADMINISTRATION
LUSTRE René - 145, Quai de Valmy
PARIS (10e) C.C.P. 8032-34

FRANCE-COLONIES
1 AN : 1.000 Fr. — 6 MOIS : 500 Frs
AUTRES PAYS
1 AN : 1.250 Fr. — 6 MOIS : 625 Fr.

Pour changement d'adresse joindre 30 francs et la dernière bande

A. Huxley : Jaune de chrome.
Dépouilles mortelles.
4° LOT : 1.100 francs
P. Molaine : Les orgues de l'enfer.
Cimetière St-Médard.
G. Greene : L'agent secret.

5° LOT : 500 francs
A. Lorulot : L'Eglise et la limitation des naissances.
Jean Cotureau : L'Eglise et Pégain.
Jean Bossu : L'Eglise et la Sorcellerie.
G.W. Foste : Histoire des Vierges-mères.
Abbé Gualdi : Une courtisane au Vatican.

6° LOT : 1.000 francs
J. Rousselot : Les papiers.
R. Bouteau : Veille de fête.
R. Rabiniau : L'honneur de Pédonzigue.

7° LOT : 2.000 francs

A. Zweig : La hache à Wandsbeck (2 tomes).
E. Weisberg : Les enfants de Jérémie (2 tomes).
M. Gorki : Ma vie d'enfant.

8° LOT : 500 francs

E. Planche : Duroille.
S. Faure : L'imposture religieuse.
J. Humbert : Sébastien Faure.
Ida Van de Leen : La Hulotte.

9° LOT : 850 francs

R. Neuman : Colin-Maillard.
L'enquête.
Enfants de Vienne.

10° LOT : 1.200 francs

Ch. Harrison : Personne n'est dupe.
S. Lewis : Bethel Merriway.
A. Zévaes : Zola.
F. Spencer : La jungle est neutre.
J. Glono : Les vraies richesses.

11° LOT : 750 francs

F. Delavalle : Le jeu solitaire.
A. Mandel : Les temps incertains.

12° LOT : 1.100 francs

B. D. Wolfe : La jeunesse de Lénine.
Lénine et Trotsky.
La jeunesse de Lénine.

13° LOT : 750 francs

G. Greene : Voyage sans cartes.
R. Robbans : Si l'Allemagne avait vaincu.

15° LOT : 650 francs

F. Planche : Louise Michel.
Kropotkine.
J. Grave : Terre Libre.
Martinet : Culture prolétarienne.
Han Ryner : Jeanne d'Arc et sa mère.

*

En dehors de ces lots, 10 % de ristourne sont accordés sur tout achat de livres effectué entre le 15 juin et le 31 août.

C.C.P. : RENE LUSTRE — PARIS 8032-34

Lisez pendant les vacances

Nous vous offrons du 15 juin au 31 août un choix de livres cédés à prix coûtant et expédiés franco de port.

1° LOT : 1.400 francs
D. Rollin : Les deux sœurs.
Les Marais.
G. Nançay : Maguelonne.
J. Cayrol : Le feu qui prend.

2° LOT : 1.000 francs
J. Malaquais : Coup de barre.
H. Rasmussen : Art nègre.
P. Ringel : Molière en Afrique noire.
M. Hindus : L. F. Céline.

3° LOT : 750 francs
A. Moravia : Agostino.
W. Kalher : Le nain gigantesque.

Pour les 40 heures payées 48 UNION!

ON dit que le patronat et l'Etat patron violent la loi de 40 heures. C'est vrai !

Nous autres travailleurs, savons pourtant très bien que les lois sont surtout faites pour être respectées par ceux qu'on appelle les économiquement faibles. Les autres, les margoulin, ceux qui vivent en exploitant leurs semblables, « nos » patrons et « nos » ministres, se passent très facilement des lois, surtout quand celles-ci les gênent. Or la loi de 40 heures ne pouvait que gêner les exploiters. C'est pourquoi elle est devenue lettre morte.

DANS LES TEXTILES

Les joies des vacances sont ignorées

ET voilà la période des congés payés !... Mais hélas, pour beaucoup d'ouvriers et d'ouvrières du textile, au lieu de représenter une période de joie, de soleil, ce ne sera qu'une période de misère plus accrue. Les salaires déjà tellement bas, se verront encore amputés d'une grosse partie de leur pouvoir libérateur par le fait que les 12 jours ouvrables payés devront suffire à trois semaines d'arrêt de travail.

Le syndicat patronal ayant jugé bon de fermer les usines une semaine avant les congés par suite de chômage.

A cet état de chose lamentable s'ajoutent les menaces de licenciements ; bien combattus dans certaines entreprises par l'ensemble du personnel, mais qui diminuera encore le nombre d'heures travaillées et conséquemment le pouvoir d'achat.

Un exemple à retenir et à suivre : à la C.I.M.A. les ouvriers ont engagé la lutte dans l'unité pour le maintien des licenciements, la diminution des heures de travail, SANS DIMINUTION DE SALAIRE. La coupe des congés a permis également la mise à la retraite des vieux travailleurs. (Comme nous l'avions prévu, les quelques semaines de répit viennent à échéance).

Pour ces vieux ouvriers les congés seront le prétexte d'une période de misère incommensurable. Autre menace qui pèse sur les travailleurs, les diminutions de salaires, l'offre d'emplois payés sous le tarif, etc.

Comme on le voit les patrons mettent tout en œuvre pour augmenter leurs bénéfices, la misère actuelle leur permettant de jouer sur maints tableaux.

Mais la classe ouvrière par des débrayages et des mouvements de grève s'oppose à de tels procédés. Dans les textiles de la région d'Armentières, de la vallée de la Lys, de Roubaix-Tourcoing, des actions engagées furent menées avec succès.

Plus que jamais il faut reconnaître que seule l'action paye. Les blabla, les réunions des comités d'entreprises autour d'un tapis vert, se sont avérées inefficaces, voir même, contraire aux intérêts des travailleurs.

Aux réunions, aux conférences, les travailleurs doivent opposer leur droit à la vie, par leur action directe. L'industrie textile se meurt, dit-on, l'un dit : pour des raisons financières, l'autre clame : pour questions d'échanges, de marchés, rupture de relations commerciales, etc.

Mais les hommes ne veulent pas mourir ! Le seul mal est la productivité, les stocks en régime capitaliste engendrent toujours la misère, parce que maintenus entre les mains de quelques gros potentats. Mais là où il y a pléthore de marchandises, il y a accès de bien pour tous, et en premier lieu pour les producteurs.

Le progrès, le machinisme, donnent à possibilité de produire plus vite, et très vite, les prix doivent diminuer de tant, et la somme de travail dans de même proportion. « Exigez les 32 heures payées sur le tarif représentatif et proportionnel des 48 heures de 1936 ». Le système capitaliste s'oppose à cette revendication ouvrière.

L'évolution du prolétariat y mettra bon ordre, par l'action syndicaliste révolutionnaire et dans les principes du communisme libertaire.

NEIHER (Correspondant).

LE COMBAT PAYSAN

Les paysans contre la guerre

LA partie n'est pas totalement gagnée pour les bellicistes. Ici, là, mais un peu partout, il y a rébellion contre la préparation matérielle du futur massacre. La révolte gagne la paysannerie.

A Juvincourt, dans les Vosges, on parle depuis plusieurs mois de la construction d'un aérodrome nécessitant l'expropriation de 119 ha. de terrain. Les paysans, sans bruit, s'étaient concertés en accord avec leur municipalité et le maire, prêts à défendre chaque parcelle de terrain qui fait vivre la collectivité.

Ils viennent de recevoir les notifications de l'occupation du terrain par les entreprises chargées de la construction. Sans aucune défaillance, tous les paysans les ont refusées.

La préfecture d'Epinal, qui avait

La Gérante : P. LAVIN.

Impr. Centrale du Croissant
19, rue du Croissant, Paris-2^e.
F. ROCHON, imprimeur.

Pourtant, les 40 heures auraient pu être respectées par les employeurs si notre classe ouvrière avait fait suffisamment sentir à ses adversaires toute l'importance qu'elle attachait à cette conquête de juin 1936. Au lieu de cela, pour une raison ou pour une autre, pour acheter le nécessaire, se vêtir, se loger, se chauffer, chacun a accepté de faire des heures supplémentaires. Et chacun a accepté de faire des heures parce que, entre 1936 et 1952, il y a une différence.

En 1936, le salaire horaire minimum (manœuvre ordinaire) était de cinq francs.

En 1952, le salaire horaire minimum est de 103 francs.

Or 5 francs de 1936 font 160 francs de 1952 (indice 32) et ce qui est vrai pour le manœuvre est vrai pour l'ouvrier spécialisé et pour le professionnel.

Les 40 heures de 1952 permettent la misère là où les 40 heures de 1936 permettaient de vivre décemment.

En 1936 le patronat mettait les pouces devant une classe ouvrière unie. En 1952 le patronat et l'Etat exploitent sans scrupule une classe ouvrière qui a perdu son unité, sa cohésion et sa puissance combattive.

Ce qu'il faut c'est regagner tout ce qui a été perdu depuis 1936. Ce qu'il faut c'est supprimer les bas salaires en même temps que les heures supplémentaires. Et qu'on ne vienne pas nous dire qu'il ne nous est pas possible de reconquérir notre pouvoir d'achat de 1936, que l'économie du pays ne le permettrait point. N'est-ce pas le patronat qui, précisément, affirme le contraire dans une lettre du directeur de Fonderies et Emailleries de Broca (Gironde) parue dans *Le Monde* et dans laquelle on peut lire ce qui suit :

« ... Il est bien exact que la durée hebdomadaire moyenne du travail dépasse 45 heures dans l'ensemble de l'industrie, mais il ne faut pas oublier que c'est un ultime effort que font les industriels pour maintenir leur personnel. Le jour où celui-ci sera réduit à la moyenne nationale légale, c'est-à-dire 40 heures, le gouvernement sera malheureusement à la veille de revendications de salaires devant lesquelles il sera obligé de capituler. »

Nous lions bien : LE GOUVERNEMENT SERA OBLIGE DE CAPITULER. C'est un patron qui affirme cela. D'ailleurs, comment le gouvernement pourrait-il résister à onze millions de travailleurs décidés et unis ? Comment pourrait-il ne pas s'incliner devant la force ? A cette force ouvrière qui vaut mieux qu'une loi, il nous appartient, à chacun d'y travailler partout où nous nous trouvons.

N'oublions pas juin 1936 !

LIB

DU CHOMAGE, DE LA MISÈRE, DE LA GUERRE à la Révolution

LE chômage croît de jour en jour, la misère voulue par le patronat vis-à-vis des subordonnés s'accroît à chaque instant, le pain manque à la table du producteur, les gosses ont faim, le prix des chaussures demeure inaccessible ; la bourse du chômeur est vide, l'allocation perdue insuffisante. Les vieillards terminent une vie de labeur dans une misère atroce, entourés en leurs derniers instants d'indigence recherchant le taudis qui va être libre, allant jusqu'à souhaiter dans ce cas la mort de l'homme, du semblable.

Pendant que crève le peuple, les bandits du grand chemin mondial insultent de leur mieux cette grande misère humaine par le luxe dont ils font un somptueux étalage. Sir Bernard Daker, par exemple, une des têtes moniales de la corruption, fit sensation le jour de la Pentecôte, à Deauville, dans sa Daimler dorée évaluée environ trente millions. Pendant que ces sinistres rapaces sociaux roulent orgueilleusement, l'Etat se voit forcé de désarmer l'usine sous prétexte qu'il n'y a plus de travail. Les employeurs réjouissent la main-d'œuvre ou lui imposent, vu les circonstances favorables, un salaire absolument dérisoire. Mais, alors, que va-t-il advenir de tout ce monde peuplant la rue ? Ne représentent-ils pas déjà un danger pour ceux qui l'ont poussé ? La situation, de ce fait, ne se précise-t-elle pas de part et d'autre ? Accepteront-ils toujours, ces ouvriers, de crever avec leurs gosses et leurs compagnes ? Accepteront-ils indéfiniment de voir ces dernières poussées à la prostitution par le système des oppresseurs ? Eh bien non ! Point ne sera à l'infini un tel état de choses lamentable car, au fur et à mesure que sont exclus de leurs entreprises ceux qui font vivre la société, ils mûrissent au fond d'eux-mêmes contre les responsables de toute étiologie, se rendant, en ce moment précis, compte de l'injustice subie. A mesure que la masse des misérables devient plus compacte, on a en soi le pressentiment du danger qui menace la bourgeoisie propagatrice de misère. Cette bourgeoisie elle-même n'ignore pas le risque qu'elle encourt. C'est pourquoi le Kremlin et la Maison-Blanche, en préparant hâtivement la guerre, n'oublient pas qu'elle pourra les débarrasser du danger que représentent ces êtres encombrants qui ont participé de leur travail à la vie des parasites mondiaux. La guerre : bien sûr, il y aura bien un déclenchement de la guerre ! Pour cela, il y aura bien des Auriol, des Schuman, des Pinay, des Marguerite à cheval ! Il y aura bien toute une collection de faibles salauds pour cela. Mais les guerriers, où seront-ils ? A part, cinq mille

LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers : La terre aux paysans

Un prolétariat féminin : LES COUSETTES

IL y a quelque temps nous avions soulevé le rideau de satin broché de la haute couture, en révélant quelles étaient les conditions de vie et de travail des ouvrières de cette industrie, l'exploitation ignoble dont elles sont l'objet.

Nous avons jugé utile d'entretenir nos lecteurs de la situation dans cette autre branche de la couture, la plus importante, qu'est la confection.

La confection étant généralement composée par des petites maisons, souvent camouflées même sous une fausse étiquette artisanale, mise à part la confection industrielle (cette dernière ayant plus le caractère « usine » que celui d'atelier de couture), il nous a fallu examiner de nombreux cas pour nous rendre à même de donner aux lecteurs une idée aussi précise que possible de ce que sont la vie, les conditions de travail et les problèmes des ouvrières de la couture de confection.

L'apprentissage

L'apprentissage a lieu de deux façons différentes, soit dans une école professionnelle de couture, soit « sur le tas » chez un tailleur ou dans un petit atelier de couture.

Dans les deux cas, l'apprentissage est pour les parents de l'apprentie une source de sacrifices durant trois ans, source d'espoir aussi qui se transformera vers la fin de l'apprentissage en une véritable déception.

Si l'apprentie est placée chez un tailleur, ses parents perdront l'avantage des allocations familiales, perte qui ne sera même pas compensée par le salaire de l'apprentie (de 10 à 20 francs de l'heure selon que le patron est « réaliste » ou « humain »).

Puis, les trois ans écoulés, la jeune apprentie cherchera du travail.

Là commencent la déception, car l'embauche, dans la couture, a un caractère véritablement « particulier ». On cherche du travail. Parfois un patron vous dit d'accord et vous travaillez tant que vous pouvez, pour garder la place, et le jour où vous réclamez votre paye, on vous répond que vous ne faites pas l'affaire et qu'au lieu des 60 francs horaires qu'on vous avait promis, il vous faudra vous contenter de 50 ou 40, ou quelquefois rien du tout, car nous savons qu'il est des patrons qui n'hésitent pas à voler totalement le travail des débutantes, en les congédiant sans certificat et sans paye. La plupart des patrons (prétendus artisans) ne désarment même pas les débutantes, mais leur imposent de travailler à la Sécurité sociale, le tout est facilement joué.

D'ailleurs, en général, la débutante est employée à tout sauf à la couture. Pour significatif qu'il nous semble, nous vous raconterons ce qui est arrivé à la petite Josette.

Un cas qui n'est pas unique

Josette a seize ans. Elle faisait son apprentissage à l'Ecole Professionnelle de la rue Sarrette, à Paris, quand son père fut contraint au chômage en raison d'une « compression de personnel », elle dut interrompre son apprentissage et partir par les rues de Paris, du côté du Sentier, dans le maquis de la « pe-

tite » couture, à la recherche d'une place.

Après maintes démarches, maintes vexations, maintes repasses dans trois semaines, elle fut embauchée dans une maison de confection. On lui donna le royal salaire de 2000 francs par semaine. Là, on lui fit faire un peu de tout, un peu de repassage beaucoup de balayage, quelques papiers et plus encore de livraisons.

Josette est mignonne, elle a seize ans, elle est en position d'infériorité puisqu'elle a besoin de travailler pour vivre.

Le patron l'avait bien compris, il voulait abuser de la situation de Josette. « Si tu es gentille, je t'augmenterai ». Bref, n'arrivant pas à ses fins, il la congédia. Elle avait travaillé deux mois.

Puis Josette s'embaucha chez Turin, 75, rue Vieille-du-Temple. Elle est contente car on lui a promis 60 fr. de l'heure !

On l'emploie au repassage et elle abat autant de travail qu'elle peut. On a besoin de manger à la maison.

Un jour, en repassant, par maladresse, elle fait une tache sur une robe. On exige qu'elle refasse la robe. Naturellement gratuitement. Josette refuse. On lui demande de payer les dégâts. Comment le pourrait-elle ? On la met dehors. La situation de la famille de Josette est de plus en plus dure. Il faut trouver à travailler dans n'importe quel, mais il le faut.

Après bon nombre de difficultés, elle est embauchée par la Maison Egée-Rostin (35, rue Lehoucq) comme apprentie vendeuse ! Salaire : 12.000 francs par mois !

Là, on l'emploie à toutes sortes de travaux : elle fait des retouches, ce qui est dans son métier, mais on lui fait faire aussi les carreaux, ce qui l'est moins, et même les commissions et la vaisselle de la patronne, ce qui n'est vraiment pas du tout.

Un jour que le patron lui ordonne d'aller laver les carreaux de son appartement, Josette en a assez, c'est la couture qu'elle a choisie, ce n'est pas autre chose... Elle refuse, catégoriquement.

Le patron la congédie. Au moment de lui payer son mois, la promesse des 12.000 francs s'évapore et le patron lui donne en tout et pour tout 10.000 francs. Il ne veut rien entendre, elle devra accepter d'être ainsi volée, en songeant mélancoliquement à tous les

LA MINE A TUÉ DE NOUVEAU

A Lourches, au puits Schneider 9 morts, une dizaine de blessés

DE nouveaux noms s'ajoutent à la liste hélas déjà trop longue du martyrologe des mineurs.

Encore une fois, la mort, la souffrance, la misère ont frappé cette rude et courageuse population minière. Et comme maintes et maintes fois on voit ces tristes attroupements de mères, de femmes, de filles, éplorées, anxieuses, attendant les fatales nouvelles.

Puis c'était le drame ; la pauvre

femme qui s'effondre, apprenant son affreux malheur. Les scènes de désespoir indescriptibles, que tentent vainement d'atténuer celles que le sort a épargnées, mais qui restent acablées devant la cruauté du destin qui frappe leurs camarades. Les gens de la mine sont comme les marins, solidaires les uns des autres, ayant journellement à affronter et à combattre les mêmes dangers ; ils apprennent à se connaître et à s'aimer. Chez eux la fraternité n'est pas un vain mot. Mais il n'y a pas que fatalité et coup de sort dans ces catastrophes, qui se répètent à un rythme trop rapproché.

La direction des houillères en porte une lourde part de responsabilités, quel que soit le mineur que vous interrogez, la réponse est pareillement accusatrice.

Là comme dans toutes les branches de l'industrie, on sacrifie l'homme à la productivité, mot nouveau et qui cache sa véritable signification : « L'esclavage moderne ». On jette l'homme dans la fournaise pour en retirer le plus de rendement possible.

Ce qui se chiffrera par de gros bénéfices qui seront facilement dilapidés par ceux-là à qui ils profitent, sur les plaques en renom, ou dans de fastueuses soirées où ils iront banqueter et faire ripaille jusqu'à satiété.

Et on laisse au deuxième plan les mesures de sécurité. On parle de technique, de rationalisation de travail. Mais, en fait, la seule forme de travail que ces messieurs emploient est celle que le charrier applique à sa bête, les mineurs seront unanimes à le reconnaître, cette méthode est toujours la même : « Ahue ! ahue ! du Carbon... »

Même là où le danger est décelé, on ne fera rien pour éviter la catastrophe possible.

Qu'importe la vie des hommes ! Il faut de plus en plus de rendement ! C'est désormais la façon de faire de cette société décadente.

Pour les maîtres de l'heure, on a classé le travailleur dans la catégorie animale. La vache donne son lait, le bœuf sa chair, le cheval sa force de trait, le travailleur sa force intelligente et créatrice.

Avec l'avantage que ce dernier doit s'entretenir lui-même et que sa perte ne coûte rien, son remplacement étant assuré par les contingents de chômeurs toujours plus nombreux vu le système de travail imposé. Et partout, partout c'est la même chose : l'homme sacrifié au culte du veau d'or.

Que l'on prenne le monde du travail dans sa généralité, on peut voir la vie humaine jetée en pâture à la rapacité du capitalisme.

BALDY.

Suzanne

est professionnelle

Suzanne travaille chez Lipski (un veston « Lipski » vendu 10 ou 15.000 francs revient à 630 francs de main-d'œuvre !). Dans cette maison qui exploite une trentaine d'ouvrières, le travail (confection pour hommes) est rémunéré « aux pièces ».

Seules les jeunes débutantes sont payées à l'heure, et nous verrons tout à l'heure que notre amie Josette n'a rien à leur envier.

Le travail s'effectue dans un atelier trop petit, sale, mal aéré.

Suzanne connaît son métier, elle a fait son apprentissage en 1942 chez un tailleur, où pendant trois ans elle s'est échinée pour... 5 francs par semaine !

Chez Lipski, malgré la qualification professionnelle de Suzanne, c'est un travail de série qui lui est demandé. Revers et col de veston, temps une demi-heure, salaire 80 francs.

Les temps sont trop justes et il faut avoir l'agilité de Suzanne pour ne pas « couler les bons » !

En principe, 8 heures par jour, mais à certaines époques ce sont 10 et 11 heures de travail qui sont demandées, sans aucune majoration des heures !

De plus, chez Lipski comme dans toute cette industrie, la morte-saison tous les ans engendre un manque à

gagner qui constitue une véritable plaie dans ce métier.

Pendant cette période qui s'étale de la fin juin à la fin septembre, les ouvrières voient leur journée de travail s'écourter, réduisant d'autant un salaire déjà misérable.

Chez Lipski, on sait employer la morte-saison : alors que les ouvrières ont droit aux 15 jours légaux de « vacances », la maison ferme un mois, ajoutant ainsi 15 jours de chômage à la somme des problèmes qui se posent aux ouvrières.

« Bien sûr, nous dit Suzanne, aucune d'entre nous ne part en vacances, ce n'est pourtant pas l'envie et même le besoin qui nous manquent ! Mais si ce n'est pas droit pour nous, cela l'est encore moins pour les gosses (des apprenties débutantes) ! Si vous les voyiez, les gosses de 16 ou 17 ans qui sont « à la presse », on leur fait ouvrir les coutures avec des fers de 6 à 8 kg., et ceci pour 40 francs de l'heure... Vous les verriez le soir !... »

Moins pénible ?

Le syndicat ignoré...

Naturellement, les ouvrières ne sont pas syndiquées : la nature même de cette corporation, les petites boîtes, autant de freins à toute tentative d'action syndicale. D'ailleurs, avant cela même, il faudrait renforcer l'esprit de classe qui bien souvent n'est pas assez ressenti par ces ouvrières surexploitées.

La vie de Suzanne, c'est l'exemple d'une travailleuse adulte de la confection, elle a un métier, elle est travailleuse : lorsqu'elle a donné le tiers de sa paye pour sa misérable chambre d'hôtel, il lui reste à peine de quoi manger...

La surexploitation patronale

Comme on le voit, que ce soit dans la haute couture, dans la confection, dans la confection, les ouvrières de couture sont sans cesse à la merci du chômage, du licenciement de la morte-saison, des brutalités des contremaîtres, des vexations des modèles, des jalousies malveillantes des mouchardes, du vol sans vergogne des patrons, du travail clandestin pour le compte de faux artisans. A la merci aussi de la maladie, sans un sou de côté, sans même pour certaines le secours de la Sécurité sociale !

Chez Alwyn (rue du Faubourg-St-Honoré), on travaille le 1^{er} mai, le samedi, le dimanche lorsque la collection « doit » sortir...

Chez Jacqueline Perrières (9, rue du Boccador) (une ancienne vendeuse d'Alwyn qui a « réussi », on sait par quels moyens !) les ouvrières travaillent dans des locaux insalubres, pas de place, pas d'air, pas de lumière... Certaines travailleuses prient le « coup de sang » devant le refus patronal de donner suite à une pétition qu'elles avaient rédigée pour de meilleures conditions de travail. Les patrons veulent licencier, mais l'action unie des travailleuses (brandissant leurs fers à repasser) finit par avoir raison de l'intolérance patronale.

Chez Fleury les débutantes gagnent 500 francs par semaine...

Chez Madeleine de Rauch la première main qualifiée est embauchée à 120 francs horaires...

Chez Heim, avenue Matignon, on fait 12 heures par jour avant la collection et on licencie une fois la collection terminée huit à dix ouvrières par atelier.

Vers quelque branche de ce métier essentiellement féminin qu'on se tourne, c'est partout la même misère...

La poésie du travail !

Face à une telle situation, et principalement au chômage, de nombreuses ouvrières sont contraintes de travailler chez elles, sur une machine à coudre le plus souvent louée ou empruntée, pour le compte de rapaces prétendus « artisans », à vil prix, sans être déclarées, sans assurance du lendemain.

Ces ouvrières sont obligées de travailler sans arrêt, ne dormant que quelques heures par nuit, pour arriver à se faire assez d'argent pour ne pas crever de faim.

Les prix pratiqués par ces petits patrons et artisans sont généralement de 1.500 à 2.100 francs pour une robe finie, qui sera vendue de 10 à 15.000 francs.

Si l'on considère qu'une robe demandée en moyenne 25 à 30 heures de façon à une ouvrière habile, on peut facilement voir quelles sont ses ressources même en travaillant d'arrache-pied ! De plus l'éclairage, la livraison et tous les frais annexes sont à la charge de l'ouvrière.

Voilà quelle est la situation des travailleuses dans la couture...

Ces pauvres couturiers !

Pendant ce temps les bourgeois roucoulent leur poésie exotique de la « petite cousette », petite main, « petit trotin », « minidette ». De femmes qui se croient si fortes, par le mensonge, des oiseaux heureux...

Ca ne leur coûte pas cher... Comme ça ne coûte pas cher non plus au Conseil municipal de Paris de voter une subvention au patronat de la Haute Couture, subvention de 400 millions, et ce sur la proposition de Germain Barjon, conseiller municipal « communiste ».

La camarade Barjon ferait bien d'aller un peu se frotter aux ouvrières de la couture, avant de faire faire des affaires à leurs patrons millionnaires !

M. T. (correspondant).